

Épargne de la diaspora sénégalaise

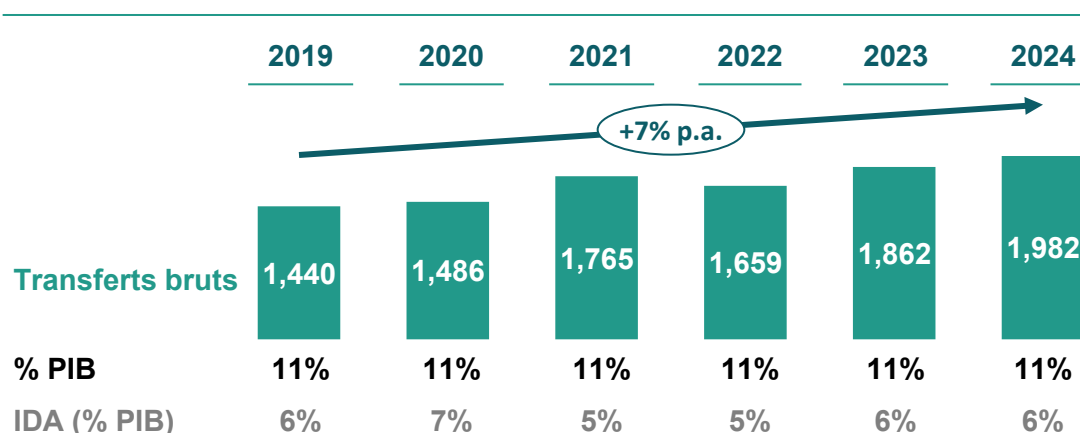
L'épargne de la diaspora comme levier de financement : ambition et réalités

Juin 2026

1. Contexte et enjeux de la mobilisation de l'épargne de la diaspora

Au cours de la dernière décennie, les transferts de la diaspora sénégalaise ont connu une progression significative, passant de **~1,8 md USD (1 029 mds de FCFA) en 2013** à **~3,5 mds USD en 2024 (1 982 mds de FCFA)**¹. Rapportés à la taille de l'économie, ces flux représentent environ **11% du PIB annuel** (supérieurs à l'Aide au Développement qui est à 6% du PIB en 2024), faisant de la diaspora l'une des principales sources de devises du pays².

Montants des transferts de la diaspora sénégalaise (2019 – 2024, mds FCFA)³



La mobilisation de l'épargne de la diaspora s'inscrit dans une volonté affichée du gouvernement sénégalais de renforcer le **financement endogène** de l'économie, dans un contexte de contrainte budgétaire accrue où la **dette publique du Sénégal** et le **déficit public** sont respectivement estimés à **119 % du PIB** et **6,4 % du PIB** en 2025 selon les données du Ministère des Finances. La diaspora occupe ainsi une place importante dans la stratégie de financement de l'économie. Le Sénégal se fixe **deux cibles principales** à horizon 2034 : un niveau **d'investissement** de la diaspora équivalent à **4 % du PIB**, ainsi qu'une mobilisation de **l'épargne financière** de l'ordre de **5 % du PIB**, soit un objectif de collecte de transferts productifs cumulé d'environ **9 % du PIB**, correspondant à **3 311 mds FCFA**.

SN : Objectifs cibles de mobilisation de l'épargne de la diaspora à horizon 2034⁴

| | Investissements | Epargne | | Total 2034 |
|-----------------|-----------------|---------|---|--------------------------------|
| % PIB | 4% | 5% | > | 9% (vs 1,5% en 2023) |
| Mds FCFA | ~ 1 472 | ~ 1 839 | > | ~ 3 311 |

^{1,2,3} Banque mondiale ; ⁴ Agenda national de Transformation « Sénégal 2050 » - Masterplan 2025 – 2034

2. Potentiel de mobilisation de l'épargne de la diaspora sénégalaise

a. Définitions

Avant d'aborder l'analyse, il est important de poser une terminologie appropriée pour échapper aux confusions d'usage qui négligent des fondamentaux importants des épargnants de la diaspora.

Prenons Modou, sénégalais établi à l'étranger dans un pays dénommé Kaaw et dont la monnaie est le Petaaw (P).

Modou qui arrive à épargner 100P au total chaque année → nous appellerons ces **100P « épargne de la diaspora »**.

Ensuite Modou va naturellement garder une partie, 45P dans son compte à Kaaw pour sa propre sécurité financière en cas d'imprévu, pour ses vacances et pour ses investissements à Kaaw; il envoie les 55P restants au Sénégal → nous appellerons ces **55P « Transferts bruts »**.

Ce montant est réparti comme suit: 40P envoyés à sa maman pour les besoins du quotidien → nous appellerons ces **40P « Transferts de subsistance »** ;

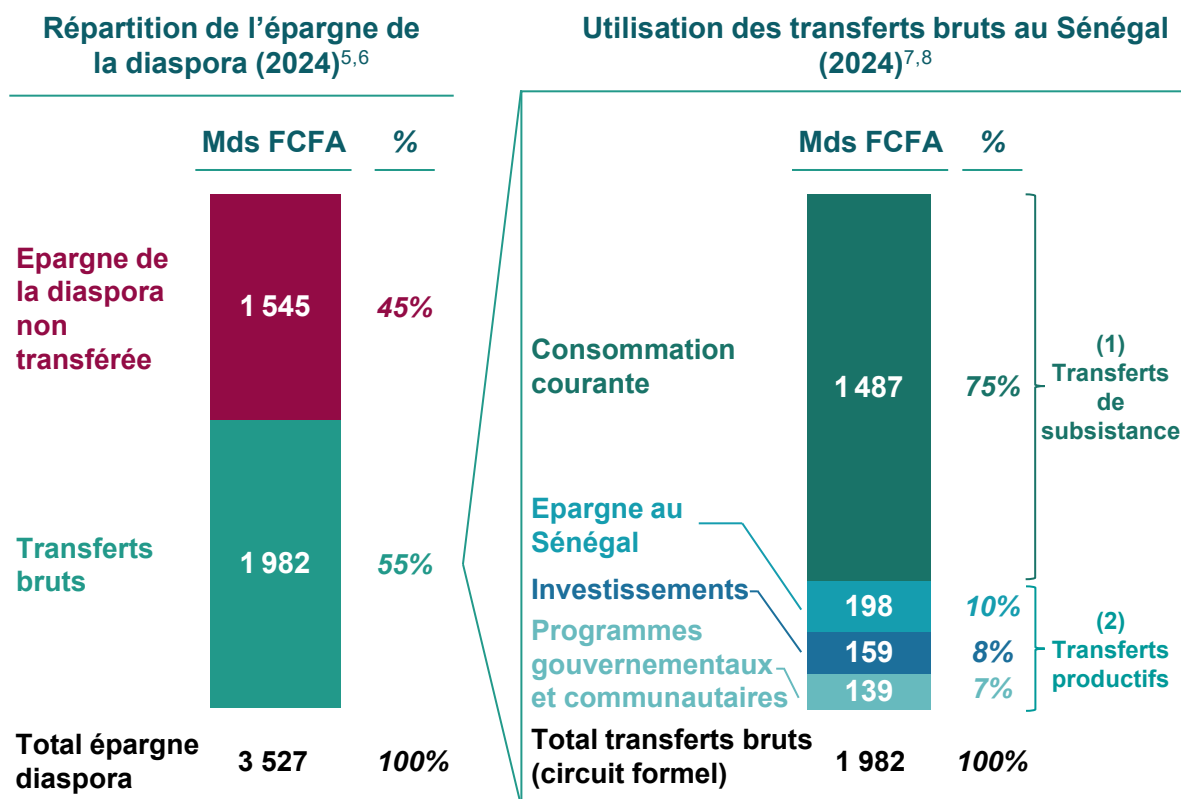
15P dans son compte au Sénégal dont il laisse 6P dans le sous-compte d'épargne en FCFA et 9P destinés à des investissements productifs → nous appellerons ces **15P « Transferts productifs »**

Ainsi, lorsqu'on parle communément de mobilisation de l'épargne de la diaspora comme source alternatif de financement; il s'agit d'augmenter le volume de **transferts productifs** et de mieux l'orienter pour décupler son impact local.

Glossaire :

- (1) **Transferts de subsistance** : Transferts affectés à la consommation courante des ménages récipiendaires (alimentation, logement, santé, dépenses quotidiennes, éducation, etc.), excluant donc toute épargne et investissement local
- (2) **Transferts productifs** : Transferts affectés à l'épargne financière et à l'investissement local (investissements personnels, programmes gouvernementaux et communautaires)
- (3) **Transferts bruts** : Flux comprenant (1) les transferts de subsistance et (2) les transferts productifs
- (4) **Epargne de la diaspora** : Epargne englobant la part d'épargne de la diaspora non transférée et la part transférée au Sénégal

b. Dissection de l'épargne de la diaspora



45 % des fonds mobilisables de la diaspora (1 545 mds de FCFA en 2024) sont **conservés dans les pays d'accueil** tandis que **55 %** (1 982 mds de FCFA) sont **transférés au Sénégal**^{9,10}. Les transferts réalisés via les circuits formels, qui représentent 81 % des flux¹¹, sont destinés aux usages suivants :

(1) Transferts de subsistance (75% des Transferts bruts)

- **75%** (1 487 mds FCFA) servent à la **consommation courante** telle que les dépenses quotidiennes des ménages qui sont donc incompressibles^{12,13} ;

(2) Transferts productifs (25% des Transferts bruts)

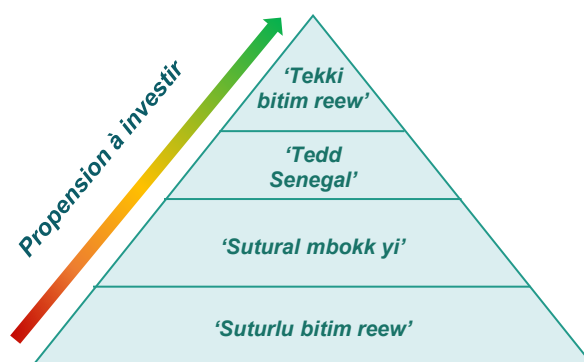
- **10%** (198 mds FCFA) sont **épargnés** à travers le système financier actuel^{14,15} ;
- **8%** (159 mds FCFA) **investis principalement dans l'immobilier, principalement familial** avant locatif. Quelques investissements productifs sont également notés dans l'agriculture, l'élevage, le commerce, la restauration, etc.^{16,17} ;
- **7%** (139 mds FCFA) sont investis dans des **programmes** tels que le Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement (PAISD) qui est arrivé à mobiliser plus de 5 Mds FCFA de fonds envoyés par la diaspora entre 2005 et 2020 pour des investissements sociaux (écoles, centres de santé, etc.) et dans une moindre mesure des investissements productifs^{18,19,20}.

Pour comprendre les sous-jacents de ces montants, il est important de comprendre le cycle économique classique de la diaspora. Un expatrié sénégalais traverse généralement plusieurs grandes phases lors de son séjour à l'étranger : d'abord une phase de **stabilisation et d'adaptation** pour se mettre dans des conditions de travailler ('*Suturlu bitim reew*'), ensuite, **quasi immédiatement**, une phase de **prise en charge des besoins de la famille** — dépenses de consommation, amélioration des conditions de vie de la famille restée au Sénégal, etc. ('*Sutural mbokk yi*')²¹. Vient ensuite une phase de **préparation du retour et d'investissement au Sénégal** ('*Tedd Sénégal*'), avant, ou en parallèle d'une phase de **construction d'un confort durable dans le pays d'accueil** avec, par exemple, des investissements patrimoniaux à l'étranger ('*Tekki bitim reew*')²².

'Pyramide de Sutura' de la diaspora²³



Dans la diaspora, l'allocation des revenus obéit souvent à une logique très structurée correspondant à différents cycles socio-économiques
P.B.Thiam, Ex-Coordonnateur PAISD



c. Estimation du potentiel de Transferts productifs mobilisable de la diaspora

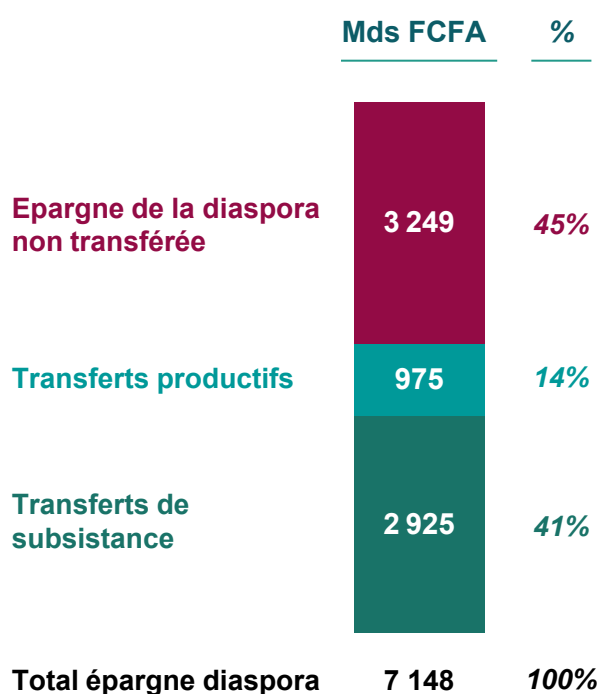
75% des Transferts bruts sont des Transferts de subsistance, peu compressibles²⁴ et donc structurellement non mobilisable pour des financements productifs. Il apparaît ainsi clairement que le potentiel incrémental de mobilisation de Transferts productifs de la diaspora est au niveau de l'épargne qui est restée dans les pays d'accueil. Ce potentiel est presque équivalent aux montants des Transferts bruts (1 545 mds FCFA en 2024^{25,26}).

Ainsi, la définition du volume cible de Transferts productifs combine (i) **l'épargne conservée dans les pays de résidence** (45% de la capacité d'épargne et d'investissement totale) et (ii) **la part des transferts actuels productifs** (14% de la capacité d'épargne et d'investissement totale)²⁷.

^{21,22,23} Papa Birama THIAM, ex-coordonnateur du PAISD ; ^{24,25, 26, 27} Recherches et Analyses A&A Strategy

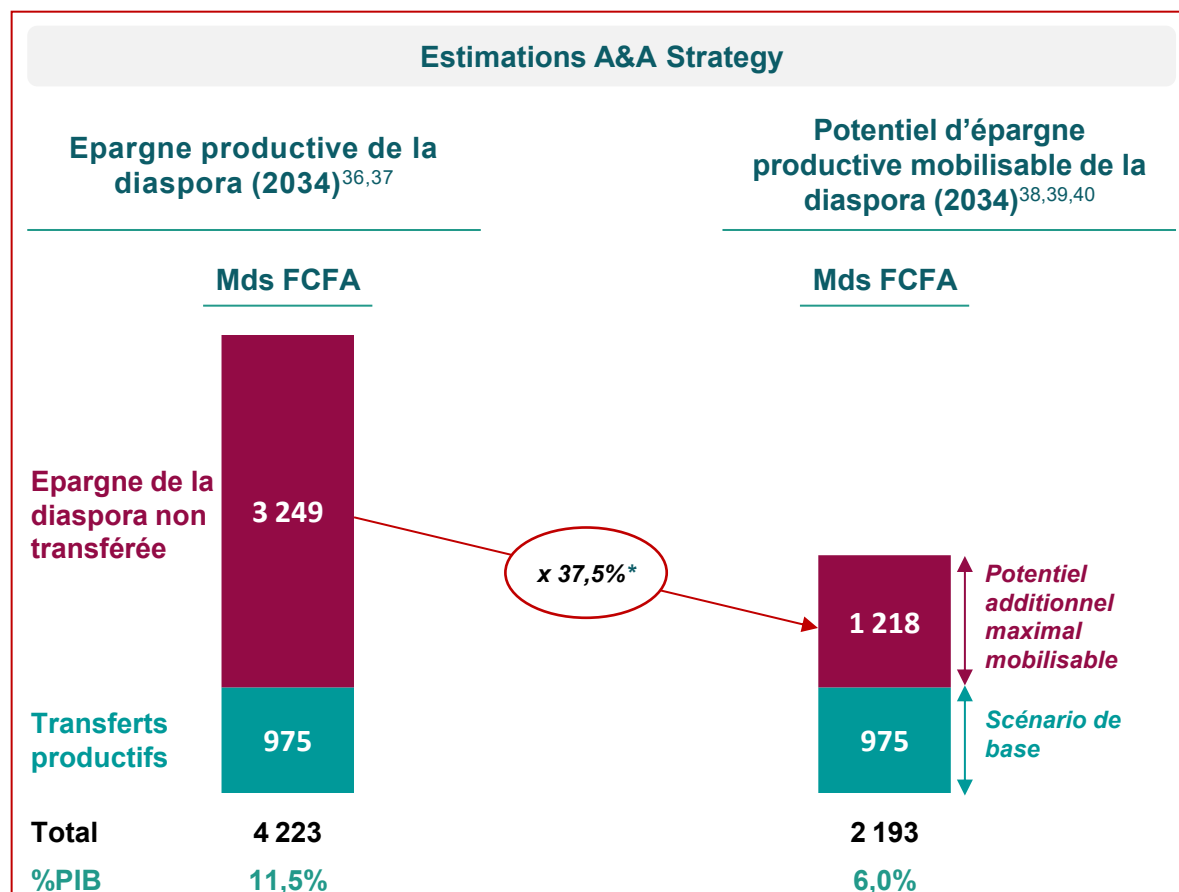
Estimations A&A Strategy

Répartition de l'épargne totale de la diaspora à l'horizon 2034^{28,29}



À l'horizon 2034, le volume total d'épargne disponible au niveau de la diaspora atteindrait 7 148 milliards de FCFA^{30,31}. Ce volume inclut (1) **les transferts de subsistance, part incompressible** de dépenses de consommation à hauteur de **2 925 mds FCFA**, (2) **les transferts productifs estimés à 975 mds FCFA** en 2034^{32,33}. S'ajoute aux transferts bruts, l'épargne de la diaspora non transférée au Sénégal estimée à **3 249 mds FCFA** en 2034^{34,35}.

Zoom sur les transferts productifs mobilisables de la diaspora à l'horizon 2034



* Ratio d'investissement sur l'épargne totale en moyenne au sein de l'Union Européenne

Les marges de manœuvre de l'Etat pour mobiliser au-delà des 975 Mds FCFA de 2034 résident dans sa **capacité à rapatrier une part des 1 545 Mds FCFA d'épargne non transférée** que la diaspora retient dans les pays d'accueil pour sa sécurité financière^{41,42}.

Dans un **scénario de base** (sans mécanismes nouveaux), la mobilisation d'épargne productive resterait limitée à **975 Mds FCFA en 2034**^{43,44}. Avec une **stratégie de mobilisation volontariste, financièrement sécurisée et ultra-flexible**, jusqu'à **1 218 Mds FCFA supplémentaires** pourraient être mobilisés au Sénégal en transferts productifs additionnels^{45,46}.

3. Benchmark international – Deux pays pionniers : Israël et l'Inde

Bien que le concept de diaspora bonds séduise depuis plusieurs décennies les pays dans une perspective de financement du développement, seuls quelques pays l'ont déployé à grande échelle dont certains sont aujourd'hui reconnus comme pionniers dans ce domaine : Israël et l'Inde. Ces pays ont pu mobiliser un supplément d'épargne productive transféré de 0,4 à 1% de leur PIB en moyenne auprès de leurs diasporas.

Diaspora Bonds

| | Israël | Inde |
|-----------------------------|--|---|
| Période | • 1951 – 2025 (74 ans) ⁴⁷ | • 1991, 1998, 2000 (3 émissions ponctuelles) ⁴⁸ |
| Montants levés | • +54 Mds USD en cumulé de 1951 à 2025 dont un pic de 1,8 Md USD en 2020 ⁴⁹ | • 1991 : 1,6 Mds USD ⁵⁰ • 1998 : 4,2 Mds USD ⁵¹ • 2000 : ~5,5 Mds USD ⁵² |
| Effectif diaspora | • ~8,5 M (diaspora juive mondiale, dont ~6,3 M aux États-Unis) ⁵³ | • ~35,4 M (1 ^{ère} diaspora mondiale) ^{54,55} |
| % PIB (à l'émission) | • ~0,4 % PIB/an en moyenne ⁵⁶ • Jusqu'à 35 % du budget spécial de développement en 1957 ⁵⁷ | • 0,5% à 1 % du PIB lors des 3 émissions ⁵⁸ • Les indiens résidant à l'étranger détenaient ~60 % des émissions obligataires indiennes en devises en 1998 ^{59,60} |

^{41,44,45,58} Banque mondiale ; ^{42,43,46} Recherches et Analyses A&A Strategy ; ^{47,49} Development Corporation for Israel (Israel Bonds) ; ^{48,50,51,52} Reserve Bank of India ; ⁵³ Jewish Agency for Israël (2023) ; ⁵⁴ Indian Diaspora (2024) ; ⁵⁵ Statista ; ⁵⁷ Golda Meir – Ministre des Affaires étrangères d'Israël / State of Israel Bonds Organization ; ⁵⁹ Migration Policy Institute ; ⁶⁰ Titres de dette émis ou garantis par l'État en devises étrangères et destinés principalement aux investisseurs non-résidents

4. Les facteurs clés de réussite pour mobiliser l'épargne de la diaspora au-delà des niveaux actuels

L'analyse des expériences internationales de mobilisation de l'épargne de la diaspora fait ressortir plusieurs **facteurs clés de succès** pour le Sénégal afin **d'accroître la part de cette épargne mobilisable** au service du financement de l'économie :

- 1. La crédibilité institutionnelle et juridique de l'émetteur de bons :** C'est le facteur le plus important pour avoir la confiance des investisseurs de la diaspora. Israël a enregistré ses bons auprès de la Securities and Exchange Commission américaine, tandis que l'Inde s'est appuyée sur un réseau mondial de banques commerciales spécialisées dans les services aux Indiens résidant à l'étranger et qui ont déjà bâti de solides relations de confiance avec les membres de la diaspora.
- 2. La gouvernance du produit et la sanctuarisation des fonds :** Le succès des « diaspora bonds » repose sur la gouvernance et la stabilité financière. Les dispositifs gagnants comportent un fléchage explicite des fonds vers des projets identifiés (infrastructures, électrification, logement, etc.), un produit d'épargne ou un véhicule ad hoc, et un reporting régulier fiable.
- 3. L'expérience client digitale, la couverture multi-canal / multidevises :** Le cas pakistanais est aujourd'hui une référence opérationnelle. Lancé en septembre 2020 par la State Bank of Pakistan en partenariat avec les banques commerciales, le programme Roshan Digital Account permet aux Pakistanais de l'étranger d'ouvrir un compte bancaire à distance, d'investir dans les titres d'État et les Naya Pakistan Certificates, de négocier en bourse, d'investir dans des fonds communs et d'acheter des biens immobiliers. En cinq ans, le programme a mobilisé 12 Mds USD précisément parce qu'il combine onboarding 100 % digital, souscription multidevises, retrait anticipé possible, et une gamme produit large.
- 4. La performance financière des produits et la bibancarisation :** La « décote patriotique » est envisageable, mais elle ne saurait suffire à elle seule. Il est essentiel d'attirer l'épargne de la diaspora à travers des produits compétitifs, des frais de transfert réduits, des garanties de libre rapatriement des fonds vers les pays de résidence et des mécanismes d'assurance contre le risque de change.
- 5. L'accessibilité économique du produit :** Les bons israéliens sont vendus à partir d'environ 30 USD, ciblant les particuliers et non les investisseurs professionnels. Cette granularité élargit la base de souscription au-delà des personnes fortunées et fait du produit un acte d'appartenance autant qu'un placement.



Eléments de réflexion, 'Food for thoughts'

En 2024, les transferts bruts de la diaspora vers le Sénégal comprennent (1) **1 487 Mds FCFA de transferts de subsistance** et (2) **495 Mds FCFA de transferts productifs**^{61,62}. S'y ajoutent **1 545 Mds FCFA d'épargne non transférée** servant à leur sécurité financière dans leur pays d'accueil (imprévus, achat d'appartement, études, vacances, etc.)^{63,64}.

Sans mécanismes nouveaux, les transferts productifs mobilisables à l'horizon 2034 sont limités à 975 Mds FCFA^{65,66} suivant leur courbe de croissance naturel.

Avec une politique volontariste accompagnée de mécanismes adéquats, jusqu'à 1 218 Mds FCFA supplémentaires pourraient être captés en 2034 en transferts productifs, pour atteindre un total de **2 193 Mds FCFA**^{67,68,69}.

La mobilisation de ce potentiel de Transferts productifs supplémentaire comme levier de financement de l'économie sénégalaise réside dans la capacité à convaincre la diaspora de **transférer additionnellement environ 40% de son épargne** actuellement non transférée^{70,71,72}.

Ce surplus de mobilisation est faisable mais à condition de déployer la politique et les outils appropriés capables d'induire un **changement important de comportement d'épargne** des membres de la diaspora.

Auteurs



Amarou AW
Managing Partner
A&A Strategy
aaw@aastrategy.co



Papa Cheikh DIACK
Director
A&A Strategy
pcdiack@aastrategy.co



Jean Bertrand Ousmane BODIAN
Senior Associate Consultant
A&A Strategy
jbodian@aastrategy.co



Ndeye Fatou SOW
Senior Associate Consultant
A&A Strategy
nfsow@aastrategy.co